

Communiqué de presse du groupe d'opposition :

Vic : une ambition partagée

A Vic en Bigorre

Le 8 octobre 2019

Le gouvernement prévoit de fermer deux tiers des trésoreries et la moitié des centres des Impôts sur le territoire national. Dans les Hautes-Pyrénées, ce sont 10 trésoreries sur 13 qui disparaîtront dont celle de Vic en Bigorre. La mobilisation des élus du département est forte puisque bon nombre de conseils municipaux et communautaires ont déjà délibéré contre ce plan, et que les sénatrices Maryse CARRÈRE et Viviane ARTIGALAS, ainsi que la députée Jeanine DUBIÉ sont intervenues auprès du ministre du Budget en lui proposant une alternative d'une trésorerie par communauté de communes.

Aussi, parce que Vic en Bigorre est la septième commune du département, qu'elle reste le plus grand pôle scolaire du nord du département, comptant plus de 2200 élèves, que le pôle gériatrique du Centre Hospitalier de Bigorre comporte 3 sites dont 2 à Vic en Bigorre, ou encore que notre commune compte un pôle santé qui permet d'accueillir aussi bien les habitants des Hautes-Pyrénées que ceux des départements limitrophes (64, 32), nous avons décidé de réagir face au grand silence de Clément MENET, maire de Vic en Bigorre.

Cette décision de fermeture est un non-sens dans l'organisation des services publics de cette partie du département, et dans notre ville. Elle accentue le recul des services de l'Etat et déshumanise une fois de plus notre administration.

Pour la population de notre commune, où de nombreuses personnes âgées vivent, où les familles en situation précaire ne cessent de croître, plus qu'ailleurs nous avons besoin de conserver les services publics de proximité. La trésorerie est nécessaire à la population, mais aussi aux entreprises et aux collectivités.

Dans ce contexte, le projet de fermeture de la trésorerie de Vic en Bigorre va obliger les Vicquois et les habitants alentours à :

- se rendre à la Trésorerie de Tarbes, distante de plus de 15 kilomètres,
- ou à Maubourguet qui conserverait une antenne (son maire a sûrement bien su défendre le dossier),
- ou communiquer avec l'administration fiscale via Internet.

Faut-il encore pouvoir se déplacer facilement ou avoir accès au numérique.

Aujourd'hui c'est la trésorerie, demain ce sera un autre service de proximité si on se tait face à de telles décisions.

Ce sont les Maisons France Services, créées par l'Etat, proposant un guichet unique de service (CAF, MSA, CNAM, La Poste, Pole Emploi, ...) qui viendraient donc pallier ce désengagement. Ainsi notre commune serait à titre expérimental le siège de l'une d'elles

Ces créations seront à la charge des communes ou communautés de communes, car la subvention de fonctionnement que l'Etat devrait verser ne comblera pas les salaires des deux agents nécessaires pour obtenir la labellisation. Ce ne sera donc pas une satisfaction mais une contrainte de plus imposée aux collectivités locales. Ce sont nos impôts locaux qui financeront cette Maison France Service. Nous n'aurons pas d'autre choix que d'accepter cette création si l'on veut conserver un service de proximité à minima. Mais là encore, aucune communication de la part du maire sur ce projet. Il aurait pu nous dire ce qu'est une Maison France Services, en quoi les habitants auront la garantie que les mêmes services seront assurés, en quoi la population y trouvera son compte, qui la financera et à quel coût. Pourquoi ce silence ?

Nous tenons donc à manifester par le présent communiqué, notre désaccord profond de voir s'éloigner, le suivi, le conseil et le soutien dus par l'administration de l'Etat à l'exécutif local et à la population vicquoise et à dénoncer l'absence de communication du maire.

Pour Les membres de « Vic : une ambition partagée ».

Patrick Heyraud, Carole Cazanave